

**Nations unies - Débat trimestriel
public sur la situation en
Afghanistan - Intervention de la
représentante permanente adjointe
de la France auprès des Nations
unies - Conseil de sécurité**
(New York, 17 septembre 2018)

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de remercier le représentant spécial du secrétaire général M. Tadamichi Yamamoto et l'ambassadeur Saikal pour leurs exposés éclairants, en particulier sur les efforts de paix et sur le processus électoral. Je souhaite également remercier chaleureusement Ramiz Bakhtiar pour sa présentation qui a parfaitement illustré le rôle essentiel de la jeunesse afghane pour construire une société apaisée, démocratique juste et solidaire. En Afghanistan comme ailleurs, les jeunes doivent être pleinement reconnus comme acteurs du changement socio-politique et comme partenaires à part entière des efforts devant mener à la paix et au développement.

Je formulerai trois observations aujourd'hui :

1/- Tout d'abord, s'agissant de la situation sécuritaire, l'Afghanistan reste malheureusement l'un des conflits les plus violents et meurtriers à l'agenda de notre Conseil. La France est particulièrement préoccupée par l'accroissement de la présence de combattants terroristes étrangers en Afghanistan ainsi que par la surenchère à laquelle se livrent les Talibans et l'Etat Islamique au Khorasan, qui s'est traduite par une multiplication récente d'attaques terroristes, notamment à Kaboul. Nous réitérons notre condamnation dans les termes les plus forts de ces attaques ainsi que notre solidarité avec les victimes du terrorisme et avec leurs familles. La France salue également le courage et la détermination des forces afghanes, qui se sont notamment illustrées dans la reprise de la ville de Ghazni le 10 août dernier. Ces affrontements confirment toutefois la détermination des groupes terroristes à poursuivre, par une stratégie de harcèlement, la déstabilisation du pays à un moment charnière en créant un climat d'insécurité permanent et en cherchant à affaiblir les forces afghanes et l'autorité du gouvernement juste avant les élections.

Nous sommes également préoccupés par l'accroissement continu du trafic de drogues, qui alimente l'insurrection talibane et menace la vie de milliers d'Afghans. La présentation d'un projet de stratégie régionale par l'Afghanistan en juillet 2018 à Vienne marque l'engagement renouvelé des autorités afghanes dans la lutte contre la production et le trafic d'opiacés, ceci mérite d'être souligné.

Nous appelons les pays de la région à s'engager résolument contre ce trafic, à tous les niveaux.

Nous comptons sur le gouvernement afghan pour poursuivre les efforts importants qui sont nécessaires pour endiguer cette production, avec le soutien de l'ONUDC, des partenaires de la région et de la communauté internationale et dans le cadre du principe de responsabilité partagée, notamment au sein de l'Initiative du Pacte de Paris.

Monsieur le Président,

2/- Mon deuxième point porte sur les élections parlementaires et locales du 20 octobre prochain qui, compte-tenu du contexte qui nous a été rappelé, constituent un défi majeur. La France attache la plus grande importance au processus démocratique et à la tenue d'élections libres, transparentes et crédibles. Il est essentiel que la population afghane puisse s'exprimer et être représentée au gouvernement. Toutes les parties prenantes doivent continuer à oeuvrer pour assurer la participation la plus large de la population aux élections, notamment celle des femmes. Nous sommes préoccupés par les nombreuses interrogations subsistantes autour de la préparation des élections, pouvant compromettre la sincérité de celles-ci. Nous restons par ailleurs préoccupés par le faible nombre de candidats dans certaines provinces pour les élections des conseils de district, alors que la pluralité des candidatures constitue un critère essentiel pour la tenue d'élections crédibles. Nous soutenons en ce sens le travail de la MANUA aux côtés des différentes parties prenantes afghanes, et l'ensemble des mesures destinées à lutter contre la fraude, à construire la confiance, à renforcer l'inclusivité et à assurer la sécurité des élections.

3/- Monsieur le Président, mon troisième point concerne les efforts de paix. La gravité de la situation sécuritaire et le coût humain du conflit doivent inciter à redoubler d'efforts pour parvenir à la paix. Des avancées ont été enregistrées, notamment grâce à l'offre de paix présentée par le président Ghani lors de la seconde Conférence de Kaboul le 28 février puis avec le cessez-le-feu de l'Aïd-el-Fitr puis la proposition unilatérale de cessez-le-feu de l'Aïd al-Adha. Il faut maintenant que les Talibans répondent à ces gestes d'ouverture. Il ne pourra y avoir de solution durable en Afghanistan que politique, négociée dans le cadre d'un processus inclusif mené par les Afghans pour les Afghans. À cet égard, il est primordiale de consulter la population afghane, y compris avec les jeunes afghans, afin de prendre en compte leurs attentes. Au-delà de l'Afghanistan, il est essentiel que l'ensemble des Etats de la région soutiennent sans ambiguïté l'objectif de la paix.

Monsieur le Président,

La violence et les jeux de pouvoir ont trop duré, le temps de la coopération est venu, au service de la paix, de la bonne gouvernance démocratique et du développement, qu'il incombe à l'ensemble des Afghans de faire advenir avec le soutien de la communauté internationale. Les autorités afghanes et la MANUA peuvent compter sur le soutien persévérant de la France dans la poursuite de cet objectif, ainsi que sur l'unité de notre Conseil, qui est un bien précieux et indispensable pour progresser.

Je vous remercie./.